

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2024-07-08-00001

Arrêté préfectoral ANNULANT ET REMPLACANT
l'arrêté préfectoral du 2 juillet (pour erreur
matérielle) et portant autorisation pour
l'exploitation d'une installation de carrière par la
société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE DE
FRANCE sur la commune de Saint-Martin de
Bréthencourt (78660)



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ANNULANT ET REMPLACANT
L'ARRETE PREFECTORAL DU 2 JUILLET 2024 (pour erreur matérielle)
et PORTANT AUTORISATION
POUR L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE CARRIERE
PAR LA SOCIÉTÉ PIGEON GRANULATS CENTRE ÎLE DE FRANCE
SUR LA COMMUNE DE SAINT-MARTIN DE BRETHENCOURT**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'Ordre National du mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I et ses titres I et IV du livre V ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : "Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels" ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions des garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine - Normandie approuvé le 6 avril 2022 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Orge et Yvette », approuvé par arrêté inter préfectoral le 2 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0188 du 27 mai 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2007 autorisant la société STAR à exploiter une installation carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2016 actant la succession de la Société PIGEON GRANULATS Centre Île-de-France à la société STAR ;

Vu la demande en date du 19 février 2019 par laquelle la PIGEON GRANULATS CENTRE ILE DE FRANCE sollicite la prolongation et la modification de l'exploitation de la carrière « des terres salées », complétée le 7 janvier 2020 et le 21 décembre 2020 ;

Vu l'avis en délibéré de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 19 novembre 2020 ;

Vu le mémoire en réponse à l'avis délibéré de la MRAE en date du 21 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant ouverture d'une enquête publique du 1^{er} avril au 30 avril 2021 ;

Vu les observations du public recueillies entre le 1^{er} avril 2021 au 30 avril 2021 ;

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur en date du 12 mai 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 juin 2021 prorogeant le délai d'instruction du dossier sus-visé ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2021 prorogeant le délai d'instruction du dossier sus-visé ;

Vu le courrier du 19 février 2024 du pétitionnaire confirmant le retrait des activités de recyclage de son dossier de demande d'autorisation environnementale, annulé et remplacé par le courrier du 28 mars 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des Installations classées en date du 10 juin 2024 ;

Vu le courrier électronique en date du 18 juin 2024 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté pour observations éventuelles ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 26 juin 2024 ;

Vu le courrier électronique en date du 28 juin 2024 par lequel la société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE DE FRANCE déclare ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 18 juin 2024 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la demande de prolongation de la carrière à ciel ouvert est sollicitée sur une durée de 25 ans à compter de l'année 2019, que la première phase quinquennale décrite dans le dossier de demande étant déjà écoulée, il convient par conséquent d'octroyer le renouvellement de l'autorisation sur une durée de 20 ans ;

Considérant que la modification de l'exploitation de la carrière de Saint-Martin de Bréthencourt proposée permet, d'une part de diminuer le périmètre de l'exploitation et d'autre part de diminuer la production moyenne annuelle ;

Considérant que la modification de l'exploitation de la carrière de Saint-Martin de Bréthencourt proposée conduit à une diminution du trafic de 50% par rapport au trafic maximal actuellement autorisé ;

Considérant que les circonstances locales nécessitent les prescriptions particulières visées au Titre 3 « Compléments, Renforcement des prescriptions générales" du présent arrêté pour la protection des intérêts listés à l'art L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions techniques du présent arrêté tiennent compte des recommandations émises par la Mission Régionale de L'Autorité Environnementale ;

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur, assorti d'une recommandation, à l'issue de la procédure d'enquête publique ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'arrêté sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département des Yvelines

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICE, NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, SITUATION

La société SAS PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE dont le siège social est situé au 54 Avenue de l'Atlantique (53 000) LAVAL est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à exploiter une carrière de sablon à ciel ouvert. Les installations autorisées sont situées sur la commune de Saint-Martin de Bréthencourt sur une superficie de 211 760 m².

En application des articles L.181-28 et L 515-1 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'ensemble des parcelles concernant la surface foncière totale affectée à l'installation est :

Section	Lieu-dit	N°Parcelle	Superficie totale de la parcelle (m²)	Superficie concernée (m²)
ZP	Les Terres salées	5	87700	49803
		6	254400	161957
			TOTAL	211760

Les installations mentionnées à l'article 1.1.3 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.1.2. PÉREMPTION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai l'installation, l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

ARTICLE 1.1.3. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité	Classement
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux rubriques 2510-5 et 2510-6	<u>Superficie</u> : 21ha 17a 60ca <u>Production moyenne annuelle</u> : 130 000 t extraites pour 65 000 t commercialisées <u>Production maximale annuelle</u> : 90 000 t commercialisées	A
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous rubrique 2515-2.	Puissance installée de l'installation mobile de criblage des sables extraits : 83 kW	D
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2- Supérieure à 5000 m² et inférieure à 10000 m²	7 800 m² - Stocks de matériaux en négoce - Stocks de matériaux inertes d'origine extérieure en attente de mise en remblai	D

Rubriques loi sur l'eau :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité	Régime
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : Supérieure ou égale à 20 ha	La superficie totale desservie est d'environ 21,17 ha	A
1.1.1.0	Sondage forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eau souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanents dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Présence de deux piézomètres	D

ARTICLE 1.1.4. HORAIRE DE TRAVAIL

L'exploitation du site est autorisée de 7h00 à 18h00 du Lundi au Vendredi, sauf les jours fériés. Après accord de l'inspection des installations, classées, l'exploitation pourra être autorisée de manière exceptionnelle en dehors de ces périodes.

En dehors de ces horaires, les travaux exercés sur le site ne devront pas créer de nuisances sonores susceptibles de gêner le voisinage ; ces travaux peuvent consister en des travaux de nature administrative ou en des prestations techniques d'entretien des installations.

CHAPITRE 1.2. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION

ARTICLE 1.2.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 19 février 2019 modifiée le 7 janvier 2020 et le 21 décembre 2020.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

ARTICLE 1.2.2. INSTALLATIONS NON VISÉES A LA NOMENCLATURE

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE 1.3. CONTRÔLES ET ANALYSE

ARTICLE 1.3.1. CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Outre les contrôles prescrits dans le cadre du présent arrêté, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les coordonnées des organismes qu'il désigne pour la réalisation de contrôles inopinés sur la qualité des matériaux de remblai. Le ou les laboratoires désignés ne doivent pas intervenir ou être intervenus récemment dans l'établissement ou avoir un lien capitalistique avec l'exploitant. Ces contrôles inopinés ne se substituent pas aux contrôles prescrits dans le cadre du présent arrêté. Toute modification du choix de cet organisme est communiquée à l'inspection des installations classées avec un préavis de 3 mois.

CHAPITRE 1.4. DÉCLARATION D'INCIDENTS OU D'ACCIDENTS

ARTICLE 1.4.1. DÉCLARATION D'INCIDENTS OU D'ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.5. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.5.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF ET REMISE EN ÉTAT

I- Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

CHAPITRE 2.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

ARTICLE 2.1.1. ABROGATION DES PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions associées à l'autorisation se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées :

- l'arrêté préfectoral n°07-177 DDD du 11 décembre 2007 autorisant l'exploitation d'une carrière ;
- l'arrêté préfectoral n°2016-39084 du 20 juillet 2016 actant la succession de la Société Pigeon Granulats Centre Île de France à la société STAR.

CHAPITRE 2.2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 2.1.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : "Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels" ;
- Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2517 : "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques".

ARTICLE 2.1.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 3 « COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES » du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.3. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 3. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 3.1. EXPLOITATION

ARTICLE 3.1.1. EXPLOITATION

L'épaisseur de l'extraction est de 13 mètres au maximum.

Aucune extraction n'est autorisée au-dessous de la cote 136 m NGF au nord et de 133 m NGF au sud.

Les banquettes sont de 5 mètres minimum permettant aux engins de circuler et manœuvrer en toute sécurité.

La hauteur des stocks temporaires des terres de découvertes sera limitée à 2 mètres.

ARTICLE 3.1.2. FRONTS D'EXPLOITATION

Les fronts d'exploitation sont de 3H/2V (3 longueurs Horizontales pour 2 longueurs Verticales). La hauteur maximale des fronts de taille est de 7 mètres.

ARTICLE 3.1.3. MERLONS NORD-OUEST

L'exploitant doit respecter une pente de l'ordre de 3H/2V et une végétalisation naturelle des stocks permettant d'assurer la stabilité des merlons.

Les merlons doivent être mis en place suivant les préconisations du guide technique des remblais et des couches de forme (GTR) du CEREMA avec un compactage effectué tous les mètres afin de limiter les tassements des corps de remblai et assurer leur stabilité. L'exploitant doit apporter les éléments permettant de justifier du respect des préconisations du GTR et à minima en terme :

- de nature des matériaux qui le compose ;
- de la teneur en eau correcte (assurant une portance suffisante) ;
- et de leur mise en œuvre (compactage : garantissant leur stabilité).

Le compactage ne peut être réalisé que par une personne habilitée par l'exploitant.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.

ARTICLE 3.1.4. HAUTEUR DES STOCKS SUR LA PLATEFORME DE TRANSIT

La hauteur des stocks de produits finis sur la plateforme de transit restera limitée à 8 m maximum.

ARTICLE 3.1.5. PHASAGE

L'installation carrière est réaménagée dans le respect du « plan de phasage » joint au dossier de demande d'autorisation et joint également en annexe 1 du présent arrêté. Le réaménagement des différentes phases de l'installation représentées sur le « plan de phasage » est décomposée en 5 périodes de cinq années.

CHAPITRE 3.2. REMISE EN ÉTAT

ARTICLE 3.2.1. REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE

Les déchets inertes acceptés ne peuvent être déposés ni en pied de talus ni en couche finale.

Il est interdit de remblayer le fond de la carrière avec des matériaux inertes d'apports extérieurs. Le fond de fouille sera remblayé exclusivement avec des terres de découverte sur 7 mètres d'épaisseur.

Les venues d'eau et résurgences éventuelles sont à surveiller et le cas échéant à canaliser en fond de fouille afin d'éviter tout ravinement et sous-cavage des pentes de talus.

ARTICLE 3.2.2. REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

La terre végétale issue du décapage sera régalée en surface des remblais sur une épaisseur de 0,2 m.

Il est interdit de rouler sur les terres régalées.

Les talus seront plantés avec des essences arborées et arbustives afin de créer une zone de tampon végétal entre le coteau boisé et les espaces cultivés au Nord.

Une bande enherbée servant de zone tampon de 15 m de largeur sera également mise en place sur le haut de talus, à l'interface avec les plantations arborées.

La remise en état est réalisée conformément au plan en annexe 2 du présent arrêté.

CHAPITRE 3.3. MESURES CONCERNANT LES DÉCHETS INERTES

ARTICLE 3.3.1. ANALYSE DES MATÉRIAUX DE REMBLAIS

Outre les contrôles réalisés à l'initiative de l'exploitant, des contrôles sont réalisés de manière inopinée par un organisme désigné par l'exploitant conformément à l'article 1.3.1 du présent arrêté à une fréquence au minimum semestriel.

Ce contrôle comprend les éléments suivants :

- vérification sur les arrivages des bordereaux de suivi et de la conformité du chargement à ce bordereau, réalisation d'un contrôle visuel et olfactif après déchargement ;
- réalisation de prélèvements sur les matériaux arrivant pendant une demi-journée.
- sélection d'au moins 3 des échantillons précédemment constitués et réalisation d'analyses portant sur les paramètres respectant les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites prescrites par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, le chargement incriminé est recherché et évacué vers un centre de traitement autorisé à le recevoir.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées son analyse de l'incident ou de l'accident, de ses conséquences pour l'environnement ainsi que ses propositions de mesures correctives.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, l'analyse des matériaux de remblai.

CHAPITRE 3.4. DÉCHETS POTENTIELLEMENT PYRITIFÈRES

ARTICLE 3.4.1. PROTOCOLE DE DÉTERMINATION DES DÉCHETS POUVANT ÊTRE POTENTIELLEMENT PYRITIFÈRES

L'exploitant s'assure auprès du producteur des déchets, dans le cadre de grands chantiers d'infrastructure soumis à évaluation environnementale, du respect d'un protocole, conforme à l'état de l'art, de détermination des déblais potentiellement pyritifères selon les couches géologiques à l'origine des déchets.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :

- le protocole de détermination des déchets potentiellement pyritifères fourni par le producteur de déchets, dans le cas de grands chantiers d'infrastructure soumis à évaluation environnementale ;
- le cas échéant, les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de détermination de ces déchets.

CHAPITRE 3.5. POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 3.5.1. CONTRÔLE PIÉZOMÉTRIQUE PÉRIODIQUE DE LA NAPPE

- Généralités sur les prélèvements et analyses : Les prélèvements dans les piézomètres sont effectués après vidange d'au moins trois fois le volume d'eau présent dans l'ouvrage. Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé.

- Localisation des piézomètres : Un réseau de 3 piézomètres (un amont et deux aval) permet d'assurer la surveillance qualitative des eaux souterraines.

Les ouvrages piézométriques existants et projeté présentent les caractéristiques suivantes :

	Nom	Profondeur	X (en m)*	Y (en m)*	Z (en m NGF)
Ouvrage existant	Pz1	25 m	619033	6824759	152
Ouvrage existant	Pz2	35 m	619327	6825306	163
Ouvrage projeté	Pz3	A définir	619338	6824944	À définir

(*) Coordonnées Lambert 93

Prélèvements et analyses : un prélèvement pour analyse est effectué sur chaque piézomètre semestriellement. Les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- Piézométrie : en mNGF
- conductivité
- température
- turbidité
- pH
- DCO
- Chlorures

- Fluorures
 - Sulfates
 - Indice phénol
 - Carbone organique total
 - Métaux et métalloïdes : Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc
 - Hydrocarbures (C10 à C40)
 - HAP
 - fraction soluble
- Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).
- L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.
- En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.
- L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.
- Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.

ARTICLE 3.5.2. RÉALISATIONS D'UN NOUVEAU PIÉZOMÈTRE

L'exploitant réalise un nouveau piézomètre de contrôle en aval hydraulique. L'emplacement du piézomètre est validé par une étude hydrogéologique.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au moins 2 mois avant la réalisation des travaux, un rapport à connaissance justifiant du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

ARTICLE 3.5.3. RÉALISATIONS D'UNE ÉTUDE HYDROGÉOLOGIQUE VALIDANT L'EMPLACEMENT DES PIÉZOMÈTRES

L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, sous un délai de 6 mois, une étude hydrogéologique permettant de réévaluer le fonctionnement hydraulique des nappes souterraines et de justifier l'emplacement des piézomètres.

ARTICLE 3.5.4. EAUX REJETÉES

En lieu et place des dispositions de l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 12 septembre 1994, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

- I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :
- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
 - la température est inférieure à 30 °C ;
 - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 105) ;
 - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
 - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90 114) ;
 - le débit maximum du point de rejet de la plateforme de transit est de 0,9 L/s conformément au débit de fuite autorisé par le SAGE « Orge et Yvette » (i.e. 1,2 L/s/ha).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II. Un prélèvement semestriel pour analyse de la qualité des eaux est effectué sur les trois points de rejet situés en annexe 3 :

- au point du rejet du séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche ;
- au point de rejet de la plateforme de transit de matériaux et de l'installation de criblage ;
- au point de rejet dans le fossé du coteau boisé au sud ;

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.

ARTICLE 3.5.5. ÉVALUATION DE LA COMPATIBILITÉ DU PROJET AU SDAGE 2022-2027

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées une étude permettant de conclure sur la compatibilité avec le SDAGE 2022-2027 Seine-Normandie sous un délai de 3 mois.

CHAPITRE 3.6. POLLUTION DE L'AIR

ARTICLE 3.6.1. MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

L'exploitant procède à un contrôle des niveaux d'empoussièrement annuellement avec des modalités d'échantillonnage définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés et réalisés lors des phases de concassage/criblage.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.

CHAPITRE 3.7. ÉMISSIONS SONORES

ARTICLE 3.7.1 BRUITS ET VIBRATIONS

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée annuellement.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er mars de chaque année, une synthèse des résultats des mesures avec ses commentaires.

CHAPITRE 3.8. MESURES DE PROTECTION DE LA FAUNE & FLORE SAUVAGE

ARTICLE 3.8.1. MESURES D'ÉVITEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre de la séquence Éviter, Réduire, Compenser présentée par Pigeon Granulats Centre Île-de-France, les mesures d'évitement suivantes sont mises en place :

- : **ME01** : abandon d'une grande part de l'aire d'étude non exploitée, soit maintenue en culture comme actuellement (zone d'abandon centrale), soit reboisée.

ARTICLE 3.8.2. MESURES DE RÉDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre de la séquence Éviter, Réduire, Compenser présentée par le bénéficiaire dans son dossier, les mesures de réduction et d'accompagnement suivantes sont mises en place et conformément au plan en annexe 4 du présent arrêté :

- **MRA01** : Les déboisements et défrichement réalisés lors du démarrage de chacune des phases d'exploitation sur des espaces actuellement enfrichés ou enherbés sont réalisés à l'automne pour s'assurer de l'absence de destruction des individus non mobiles d'oiseaux, de criquets et de mantres protégés.

- **MRA02** Les déboisements et défrichement réalisés sur le merlon Est sont réalisés à l'automne pour s'assurer de l'absence de destruction des individus non mobiles d'oiseaux, de criquets et de mantres protégés ;

- **MRA03** : Les travaux préalables à la remise en culture du plateau central du merlon Sud sont réalisés à l'automne pour s'assurer de l'absence de destruction des individus non mobiles d'oiseaux, de criquets et de mantes protégés. Cette remise en culture est réalisée 1 an après les travaux de plantation et d'ensemencement.

- **MRA04** : Les travaux d'ouverture ou de terrassement du front de taille sont réalisés en dehors de la période de reproduction des oiseaux pour assurer le maintien de la population d'hirondelle de rivage et l'absence de destruction d'individus non mobile de cette espèce.

- **MRA05** : Si la société doit intervenir dans la période de nidification sur des fronts de taille laissées inactifs pendant plus de 3 mois, elle doit faire vérifier par un écologue spécialiste de l'avifaune, l'absence d'occupation par une colonie d'Hirondelles de rivage dans la zone sollicitée.

- **MRA06** : Les talus en partie végétalisés du merlon Sud sont plantés avec des essences arborées et arbustives afin de créer une zone de tampon végétal entre le coteau boisé et les espaces cultivés au Nord. La plantation est effectuée à l'automne qui suivra l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

La zone tampon est constituée d'au minimum 5 espèces différentes, variées et d'origine locale permettant de garantir une diversité d'essence suffisante à la création d'une haie à visée écologique, d'optimiser les potentialités écologiques de la haie et de ne pas introduire de pollution génétique.

- **MRA07** : Création d'une bande enherbée de 15m de largeur servant de zone tampon et d'habitat de substitution pour les orthoptères et la Mante religieuse identifiés sur le plateau central du merlon Sud, à l'interface avec les plantations arborées. La plantation est effectuée à l'automne qui suivra l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et 1 an avant la mise en culture de la partie centrale du merlon.

- **MRA08** : Création sur les premiers espaces du merlon Sud, d'une bande de 800 m² réservée pour la création d'un habitat de substitution pour les oiseaux d'intérêt de friches et fourrés et les insectes des prairies et friches.

La plantation est effectuée à l'automne qui suivra l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et a minima 5 ans avant la reprise du merlon Est.

- **MRA09** : Traitement des espèces exotiques envahissantes (ensemencement des merlons de sécurité mis en place sur les différentes phases afin de prévenir du développement de ces plantes pionnières).

ARTICLE 3.8.3. MESURES DE SUIVI ET RAPPORTS DE SUIVI

Dès le début des travaux et pendant toute la durée de l'exploitation, le bénéficiaire transmet à l'inspection des installations classées, avant le 1^{er} mars de chaque année, un bilan de l'organisation du chantier, un suivi des mesures de la séquence Éviter, Réduire, Compenser mises en œuvre.

Un suivi écologique sera réalisé 1, 3, 5 et 10 ans après le début de l'exploitation afin de caractériser l'évolution des cortèges faunistiques et floristiques sur le site d'étude, avec pour cibles principales l'observation des populations d'insectes et d'oiseaux.

Si nécessaire, et en fonction des résultats des suivis, les mesures de réduction et de compensation prescrites des articles 3.8.1 et 3.8.2 sont réévaluées, dans le respect des prescriptions du présent arrêté.

CHAPITRE 3.9. GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 3.9.1. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant de référence des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière jusqu'au terme de l'autorisation, calculé forfaitairement selon la méthodologie présentée à l'annexe I point 3 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, est de :

Phase d'exploitation	Période	Montant TTC en €
Phase 1	2019-2024	126571
Phase 2	2024-2028	153112
Phase 3	2029-2033	165200
Phase 4	2034-2038	157141
Phase 5	2039-2044	91976

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement de ce montant de référence des garanties financières est celui de septembre 2019 (publié au JO du 20 décembre 2019) ayant pour valeur 111,2.

Les plans présentant les surfaces considérées sont reproduits en annexe 5 du présent arrêté.

ARTICLE 3.9.2. ÉTABLISSEMENTS DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'adresser au Préfet au plus tard 2 mois après la notification du présent arrêté, le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3.9.3. RENOUVELLEMENTS DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution des garanties financières pour la période considérée.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

ARTICLE 3.9.4. ACTUALISATIONS DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 3.9.5. RÉVISIONS DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 3.9.6. ABSENCES DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 3.9.7. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.
- Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le Préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e) susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e) susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le Préfet.

ARTICLE 3.9.8. LEVÉES DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512 39-1 à R.12-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 3.9.9. DOCUMENTS A TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant fourni au 1^{er} mars de chaque année les valeurs maximales de S1, S2 et L de l'année précédente.

CHAPITRE 3.10. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

3.10.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées comprenant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée :

Articles	Documents	Périodicité /échéance
3.1.3	Compactage des merlons nord	1 mars de chaque année
3.3.1	Analyse des matériaux de remblai	
3.5.1	Surveillance des eaux souterraines	
3.5.4	Rejets des eaux usées	
3.6.1	Mesure d'empoussièrement	
3.8.3	Suivi de la séquence Éviter, Réduire, Compenser mises en œuvre	
3.9.9	Suivi des garanties financières	
Article 15 de l'AM du 22 /09/94	Plans	Annuellement
3.5.3	Étude hydrogéologique	6 mois après la notification de l'arrêté
3.5.5	Compatibilité au SDAGE 2022-2027	3 mois après la notification de l'arrêté
3.7.1	Émissions sonores	Annuellement puis trisannuels
3.9.2	Attestation de constitution de garanties financières	2 mois après la notification de l'arrêté
3.9.3	Renouvellement des garanties financières	3 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article
3.9.4	Actualisation des garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01

TITRE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 4.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4.2. INFORMATION DES TIERS

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Martin de Bréthencourt, où toute personne intéressée pourra le consulter.

Un extrait, énumérant notamment les motifs et considérant principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois. Les maires dresseront un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 4.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérécourse (<https://www.telerecours.fr/>)

1°) par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4.3. OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 4.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Rambouillet, le maire de Saint-Martin de Bréthencourt, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 08 JUL. 2024

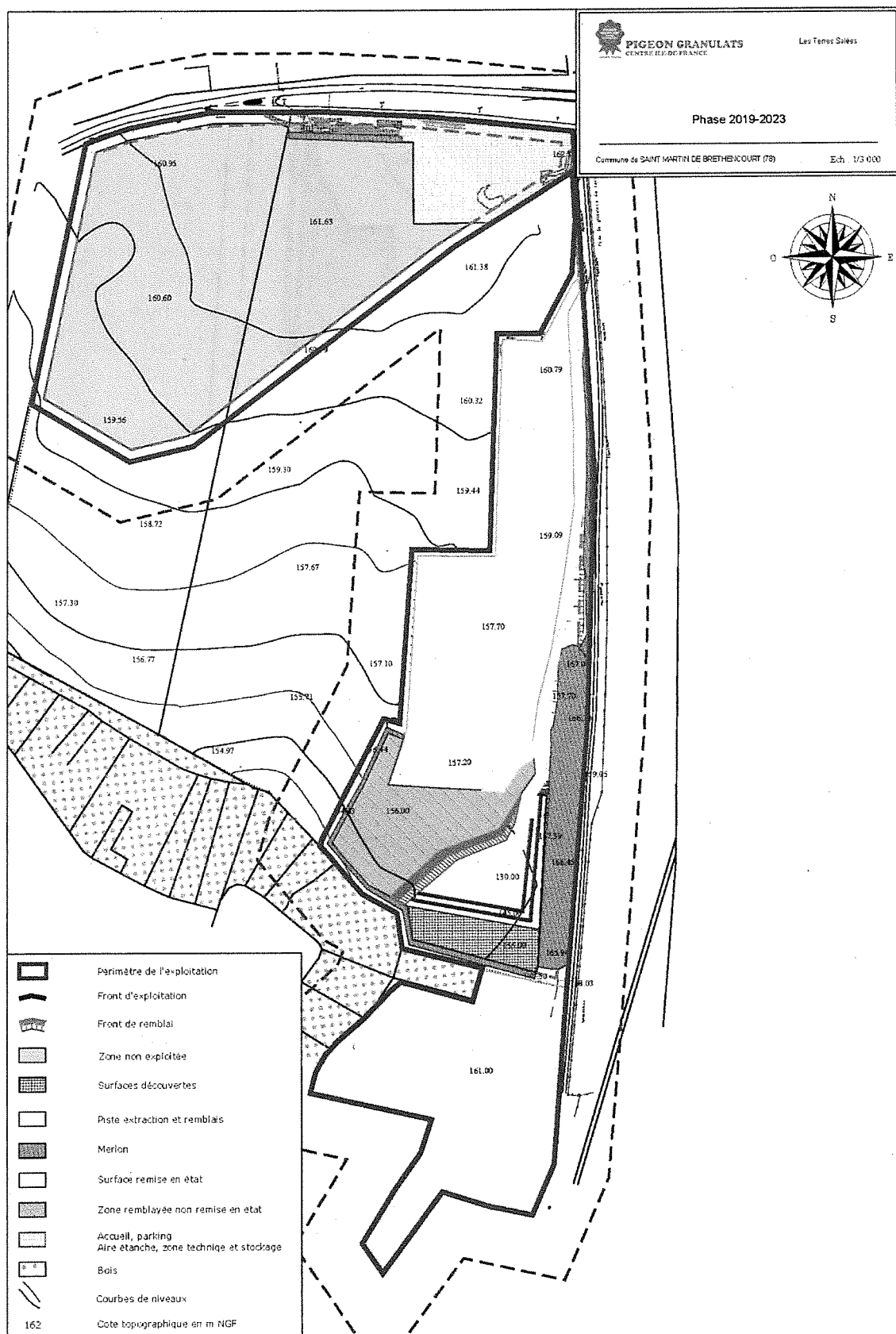
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire général

Victor DEVOUGE

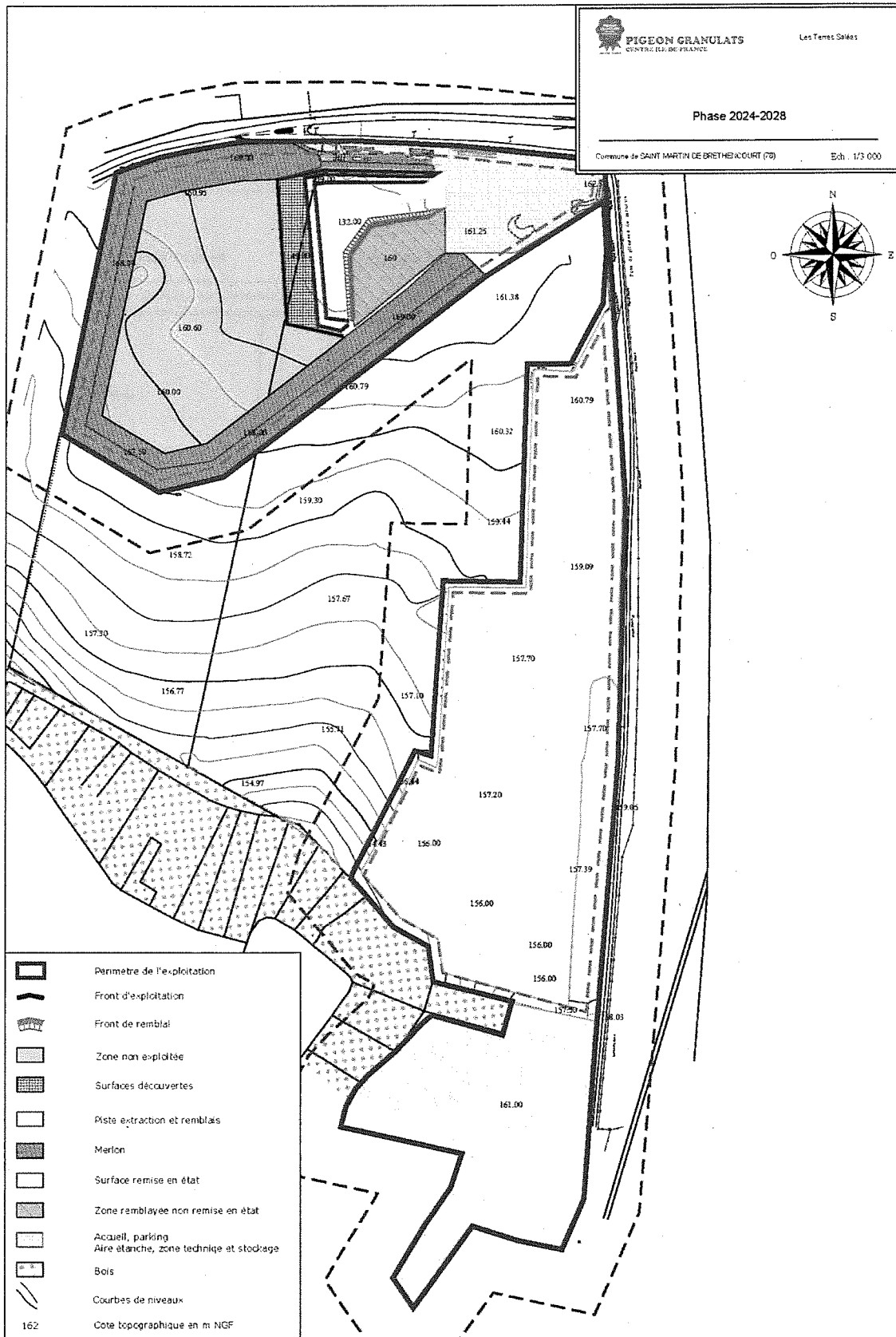
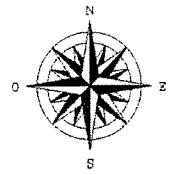
ANNEXE 1. PLANS DE PHASAGE D'EXPLOITATION



Phase 2024-2028

Commune de SAINT MARTIN DE BRETHEM-COURT (78)

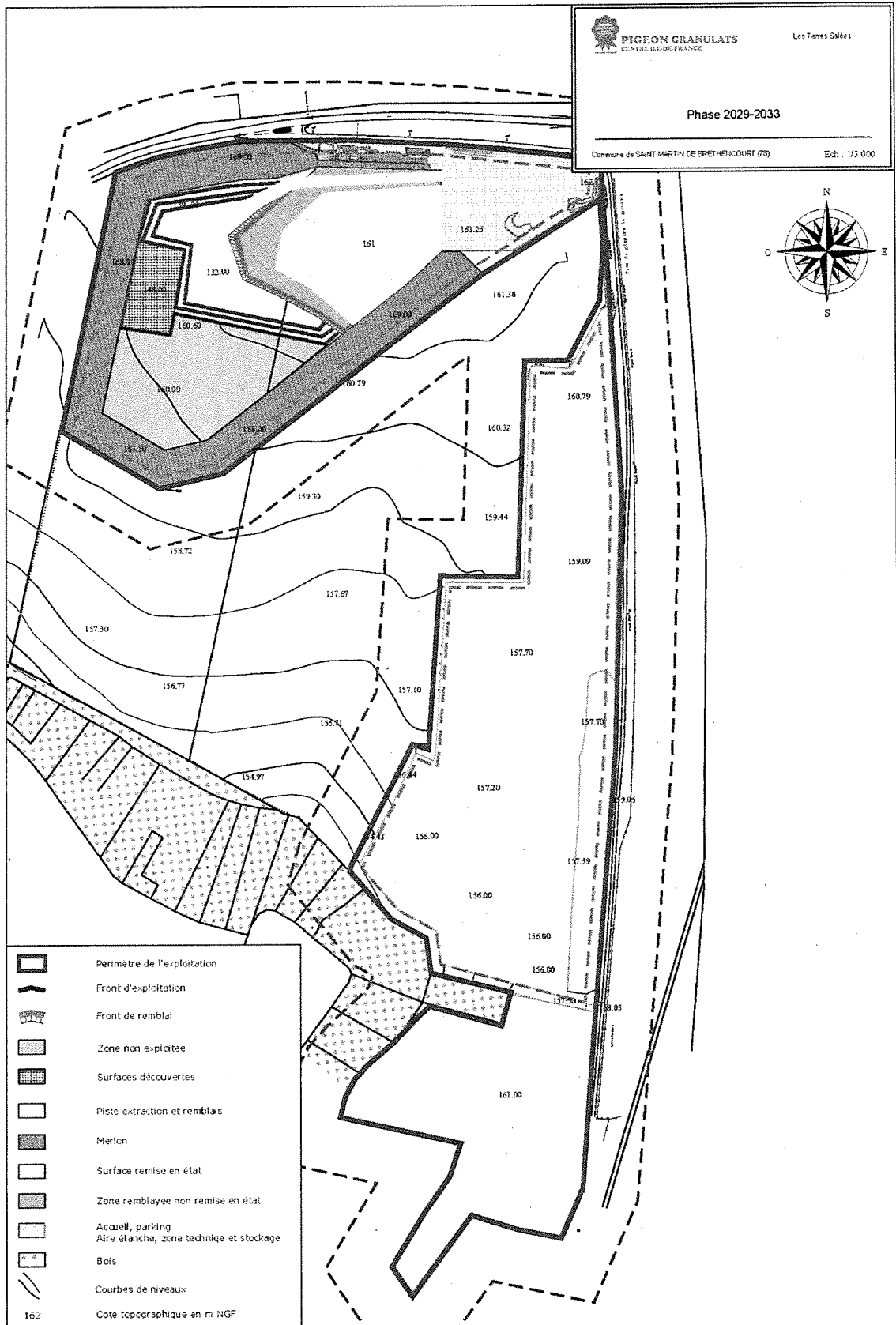
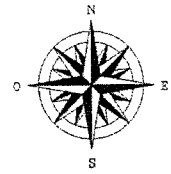
Ech. : 1/3 000



Phase 2029-2033

Commune de SAINT MARTIN DE BRETHENCOURT (73)

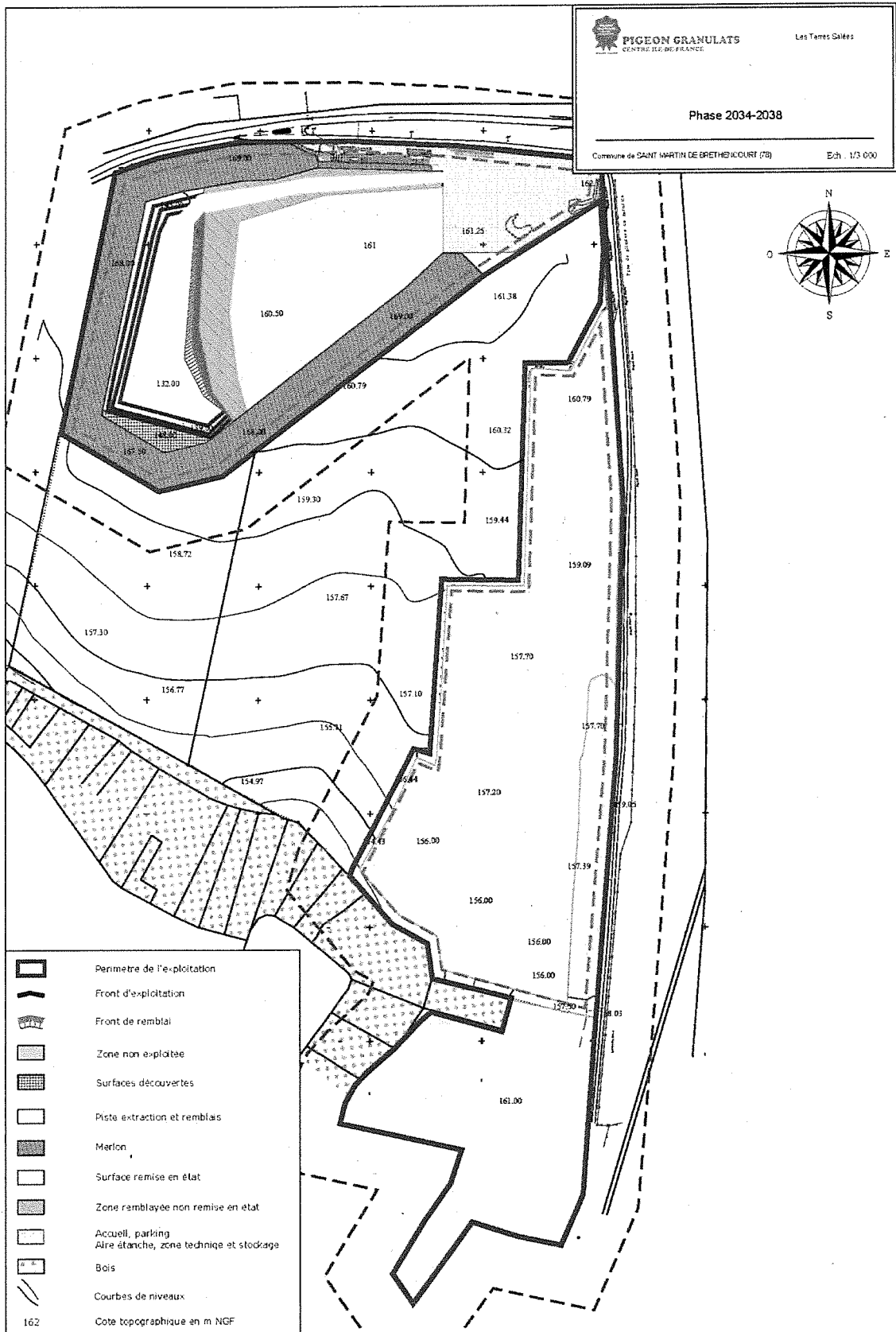
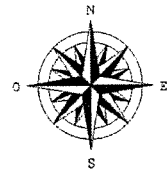
Ech. 1/3 000



Phase 2034-2038

Commune de SAINT MARTIN DE BRETHENCOURT (78)

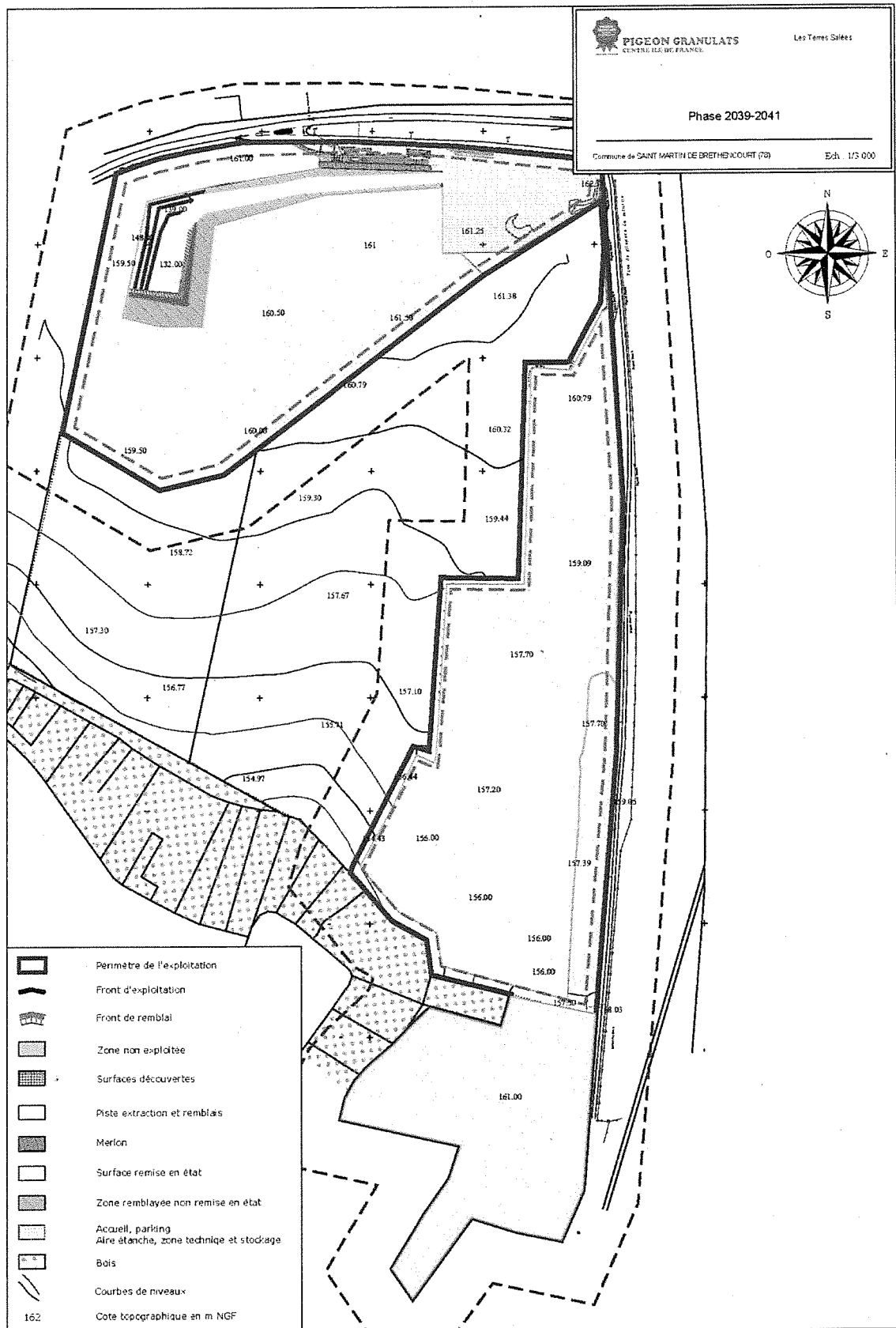
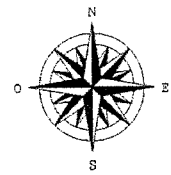
Ech . 1/3 000



Phase 2039-2041

Commune de SAINT MARTIN DE BRETHEVCOURT (78)

Ech. 1/3 000



ANNEXE 2. REMISE EN ÉTAT DU SITE



PIGEON GRANULATS
CENTRE ÎLE-DE-FRANCE

Carrière "les Terres Salées"
Commune de SAINT-MARTIN-DE-BRÉTHENCOURT (78)

Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Carte de la remise en état



- | | |
|--------------------------------------------------|------------------|
| Emprise de la demande d'autorisation d'exploiter | Prairie |
| Courbe topographique | Talus végétalisé |
| Réseau hydrographique | Chemin privé |
| | Bois |

0 50 100 150 200 m



Source : Bureau de Recherches Géologiques et Minières



CBTP
LABORATOIRE

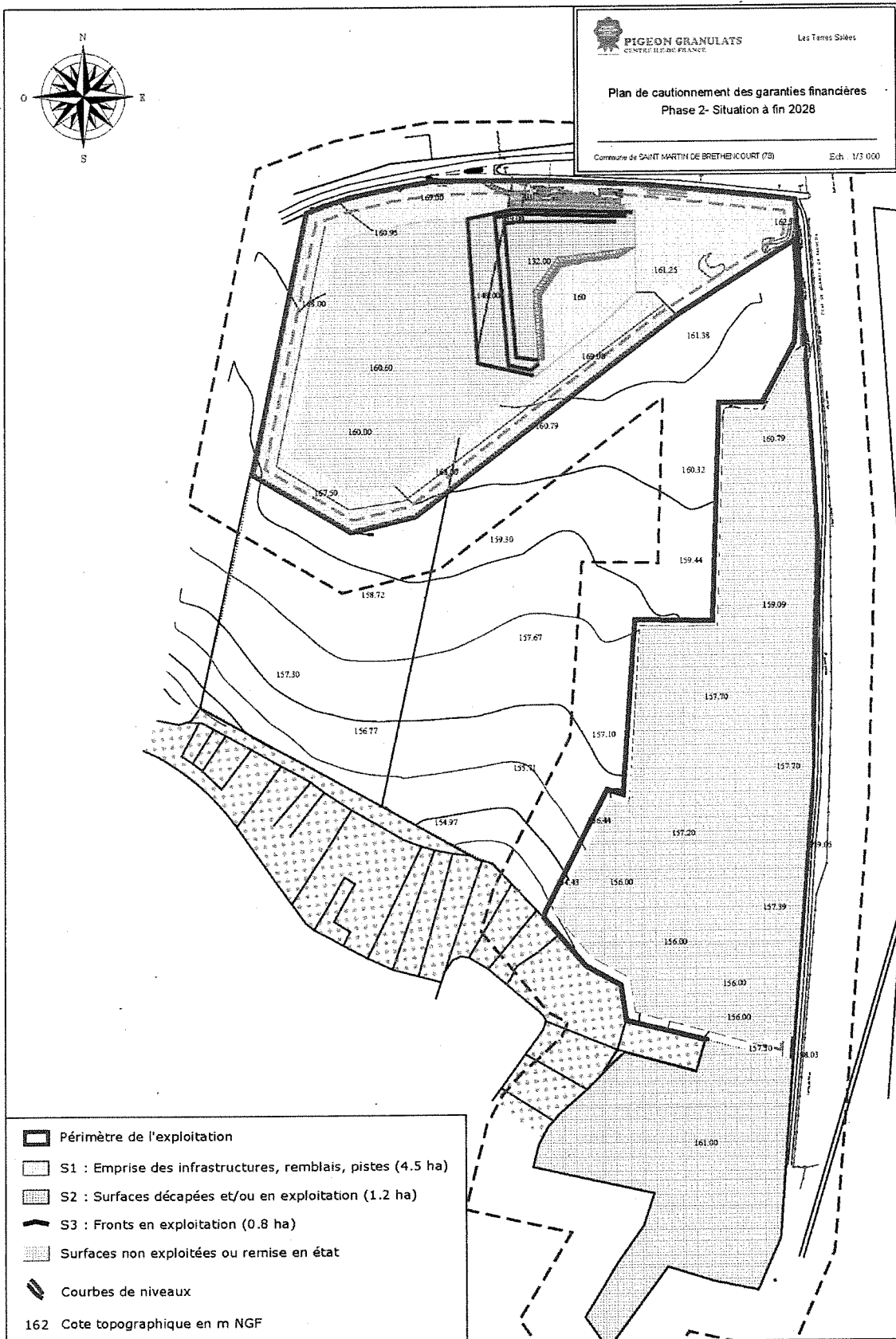
ANNEXE 3. CIRCULATION DES EAUX SUPERFICIELLES

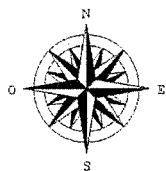


ANNEXE 4. PLAN DES MESURES DE LA SÉQUENCE EVITER, RÉDUIRE, COMPENSER



ANNEXE 5 – PLANS DE CAUTIONNEMENT DES GARANTIES FINANCIERES





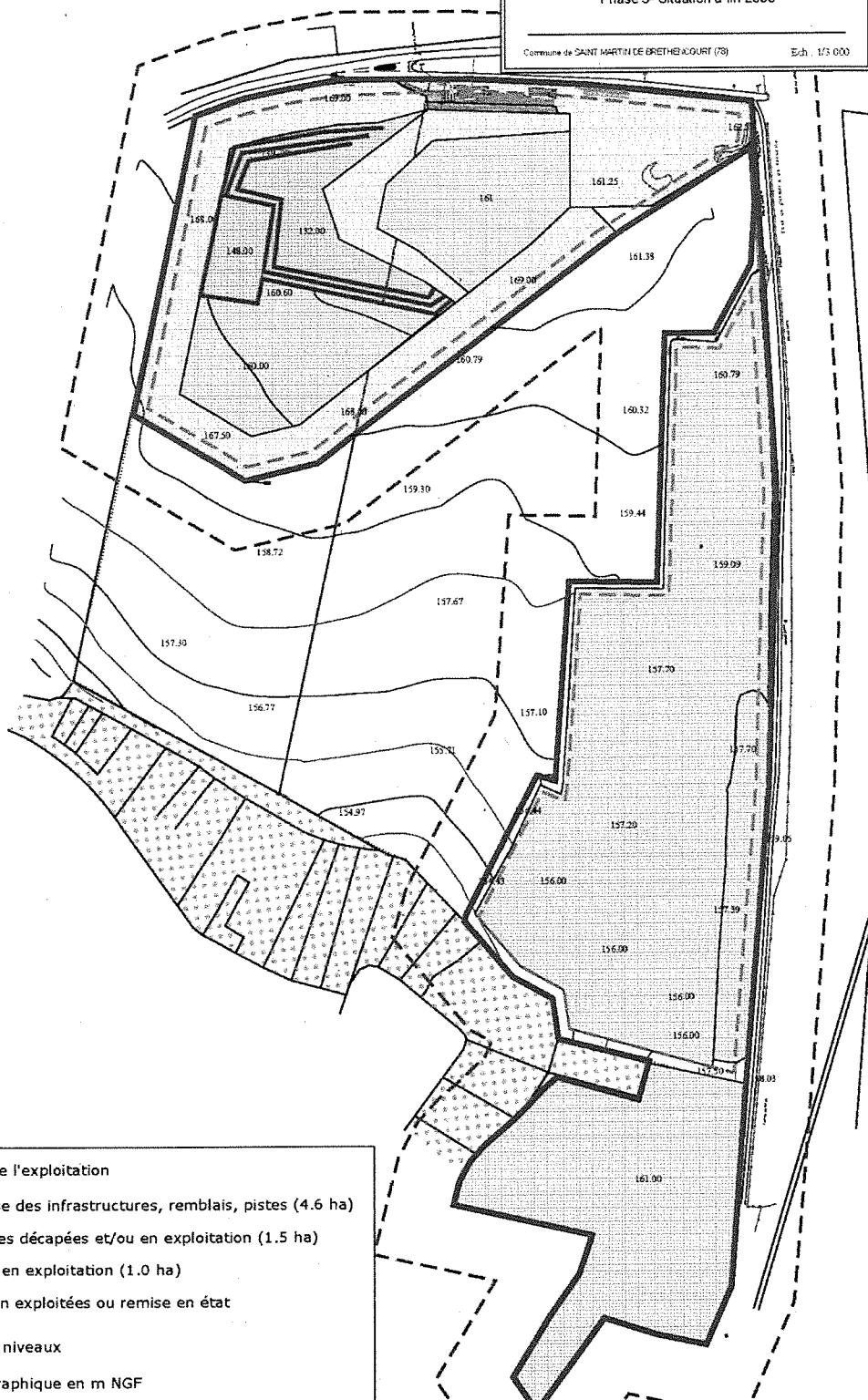
PIGEON GRANULATS
CENTRE ÎLE DE FRANCE

Les Terres Saliées

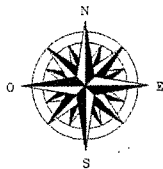
Plan de cautionnement des garanties financières
Phase 3- Situation à fin 2033

Commune de SAINT MARTIN DE BRETHEMCOURT (78)

Ech. 1/3 000



- Périimètre de l'exploitation
- S1 : Emprise des infrastructures, remblais, pistes (4.6 ha)
- S2 : Surfaces décapées et/ou en exploitation (1.5 ha)
- S3 : Fronts en exploitation (1.0 ha)
- Surfaces non exploitées ou remise en état
- Courbes de niveaux
- 162 Cote topographique en m NGF



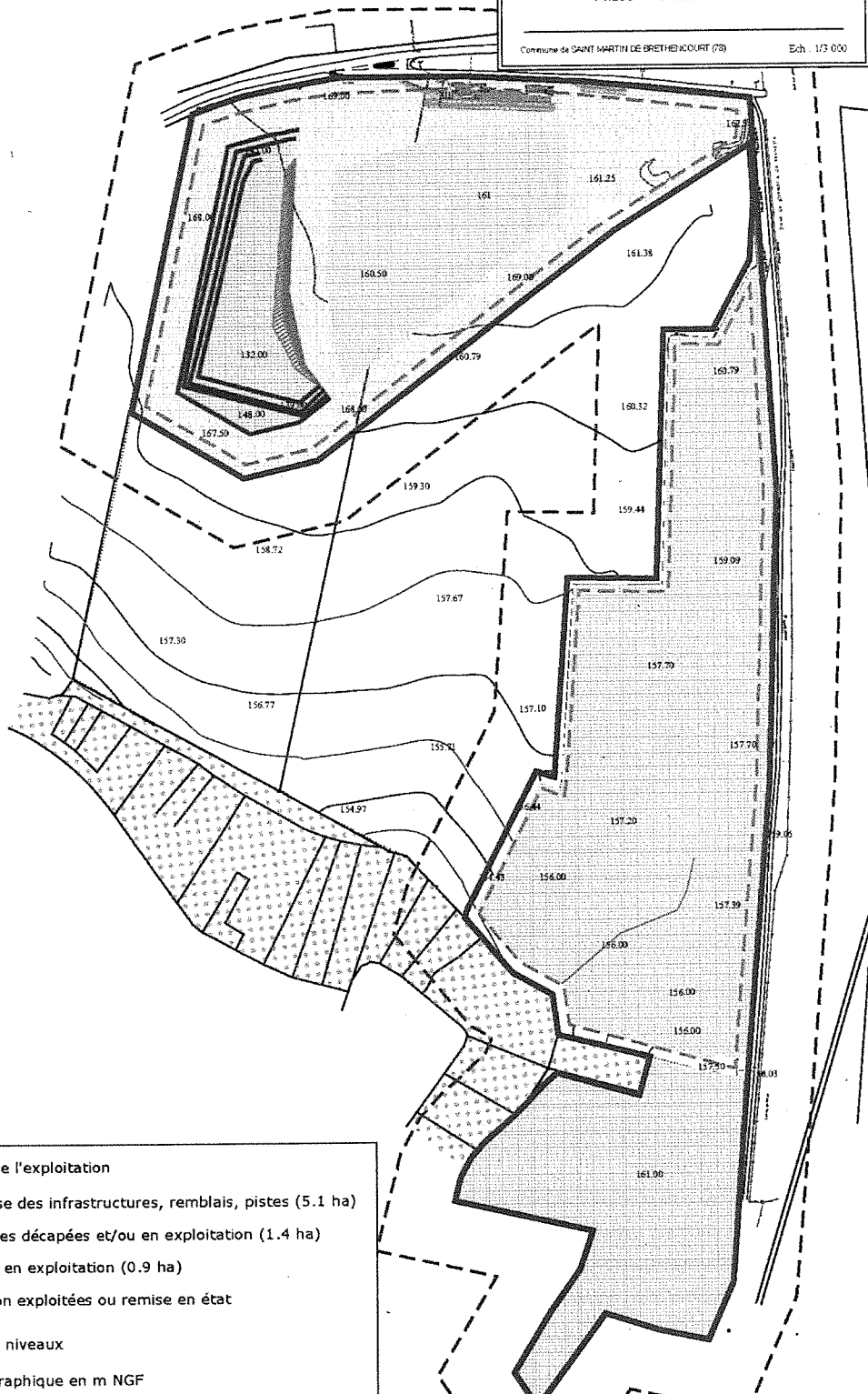
PIGEON GRANULATS
CENTRE ÎLE DE FRANCE

Les Temes Grées

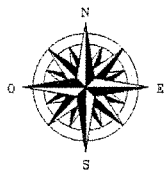
Plan de cautionnement des garanties financières
Phase 4 - Situation à fin 2038

Commune de SAINT MARTIN DE BRETHEMCOURT (28)

Ech. : 1/3 000



- Périimètre de l'exploitation
 - S1 : Emprise des infrastructures, remblais, pistes (5.1 ha)
 - S2 : Surfaces décapées et/ou en exploitation (1.4 ha)
 - S3 : Fronts en exploitation (0.9 ha)
 - Surfaces non exploitées ou remise en état
 - Courbes de niveaux
- 162 Cote topographique en m NGF



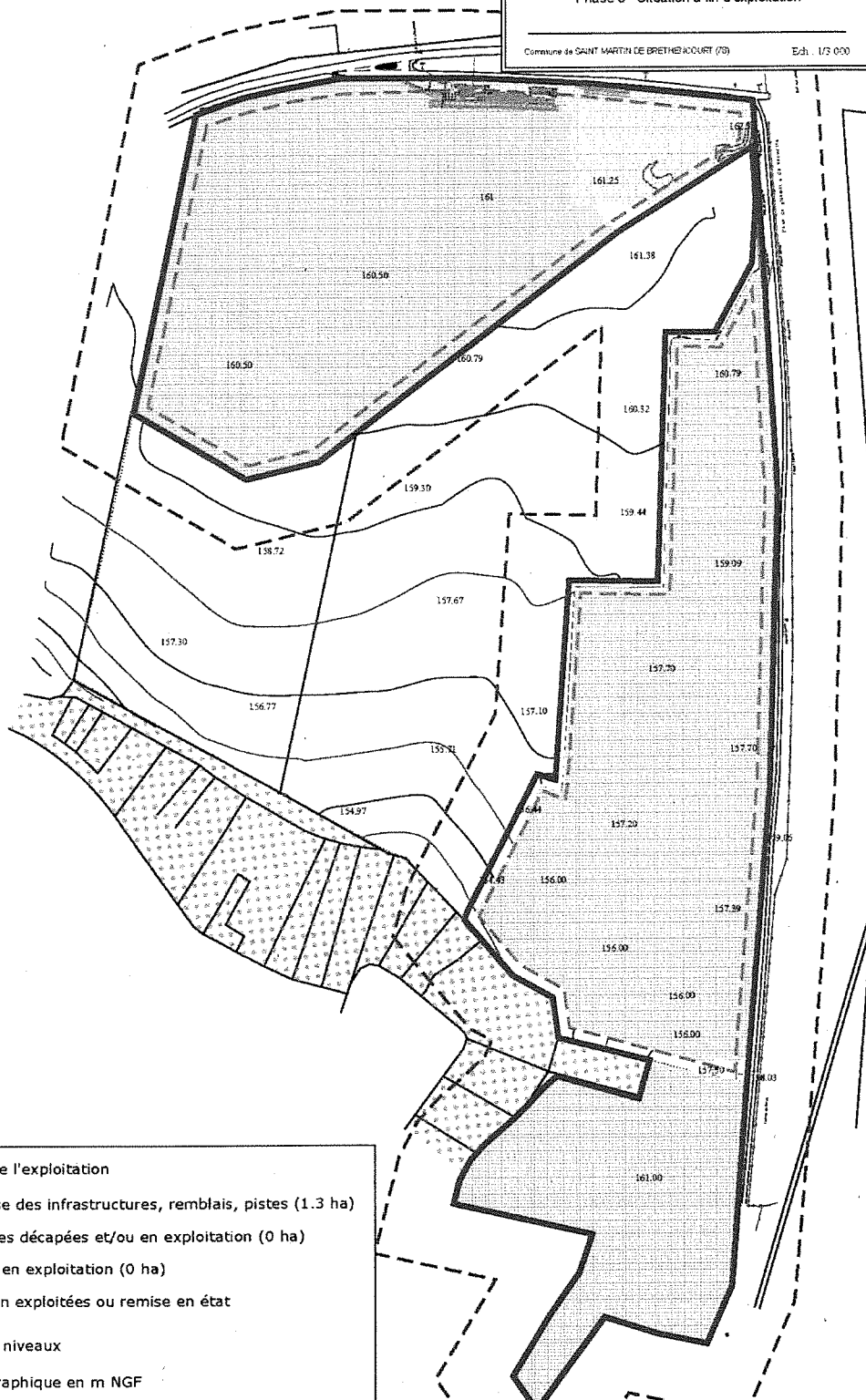
PIGEON GRANULATS
CENTRE ELI DE FRANCE

Les Terres Salées

Plan de cautionnement des garanties financières
Phase 5 - Situation à fin d'exploitation

Commune de SAINT MARTIN DE BRETHEADOURT (73)

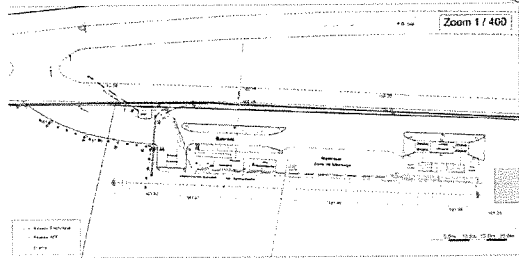
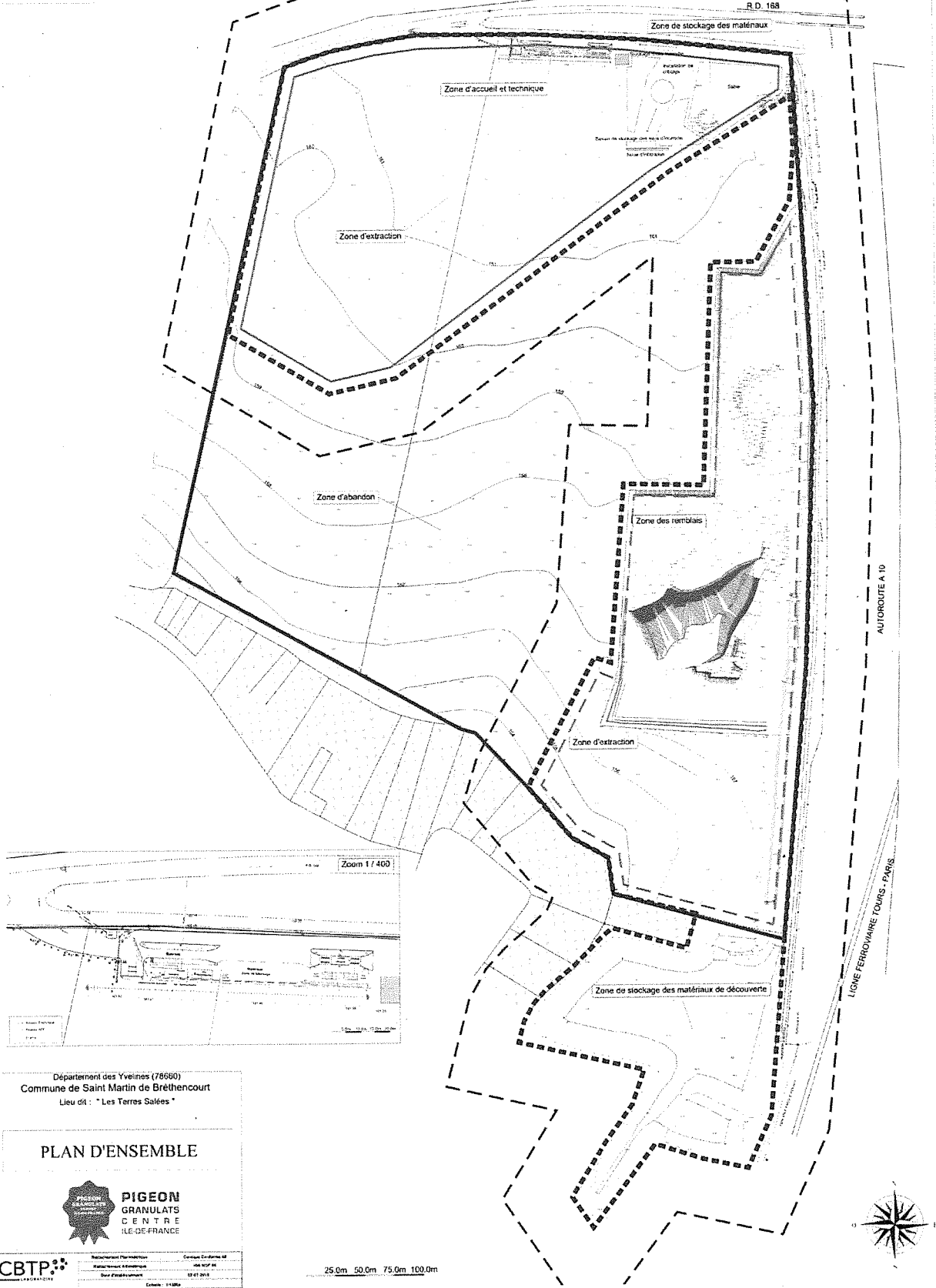
Ech. 1/3 000



- Périimètre de l'exploitation
- S1 : Emprise des infrastructures, remblais, pistes (1.3 ha)
- S2 : Surfaces décapées et/ou en exploitation (0 ha)
- S3 : Fronts en exploitation (0 ha)
- Surfaces non exploitées ou remise en état
- Courbes de niveaux

ANNEXE 6 – PLAN D'ENSEMBLE

- Zone d'exploitation
- Zone d'accueil et technique
- Zone d'extraction
- Zone d'abandon
- Zone de stockage des matériaux
- Zone de stockage des matériaux de découverte
- Zone des remblais



Département des Yvelines (78680)
Commune de Saint Martin de Bréthencourt
Lieu dit : "Les Terres Salées"

PLAN D'ENSEMBLE



PIGEON
GRANULATS
CENTRE
ILE-DE-FRANCE

CBTP

Représentant l'exploitant
Caractéristiques du projet
Date d'élaboration
Echelle : 1:1000

25.0m 50.0m 75.0m 100.0m

